



Réclamation relative à l'application d'un FPS

Instructions

Lire attentivement les instructions décrites dans la notice jointe à ce formulaire.

Remplir et retourner uniquement les pages 1 à 3 du présent formulaire ainsi que les pièces obligatoires demandées dans la notice. Vous devez joindre des copies complètes et lisibles de tous ces documents, sans lesagrafer, les relier ou les scotcher.

À rédiger en langue française, à l'encre noire, en lettres majuscules sans accent et sans rature.

Formulaire à adresser par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) à :
Centre de traitement des Recours administratif préalable (rapo)
Hôtel de ville - 13, place Charles-de-Gaulle - 92210 Saint-Cloud

DEMANDEUR

Nom: Prénom

Adresse : N° Voie

Complément d'adresse

Code postal Ville

Pays *si étranger*

Immatriculation du véhicule (*format 123 XXX 12 ou AB-123-CD*) : Pays :

Marque :

- Vous êtes :
- Le titulaire du certificat d'immatriculation
 - Le locataire figurant sur le certificat
 - Le nouvel acquéreur du véhicule
- (Cochez la case correspondante)*

(Le cas échéant) Nom, prénom et adresse de la personne habilitée par le demandeur indiqué précédemment :

INFORMATIONS RELATIVES AU FPS CONTESTE :

Numéro de FPS :

Date d'apposition sur le véhicule de la notice d'information, d'envoi postal de l'avis de paiement ou de paiement du FPS
(avis dématérialisé) selon votre cas : / /

Pour la suite de la procédure, acceptez-vous de communiquer par voie électronique? Oui Non Courriel
 @



Avertissement : ne cochez qu'un seul cas dans le tableau ci-dessous, correspondant au motif principal.

Cas	Motif	Libellé court du motif	Motif de contestation de l'avis de paiement du forfait de post-stationnement (FPS)
1. Le demandeur estime avoir payé / ne pas avoir à payer			
1.1	<input type="checkbox"/>	Ticket payé à l'horodateur	Vous avez normalement stationné votre véhicule en payant votre ticket à l'horodateur. Malgré cela, à votre retour, vous constatez que vous devez vous acquitter d'un FPS.
1.2	<input type="checkbox"/>	Carte PMR/CMI apposée sur le véhicule non prise en compte	Vous avez normalement stationné votre véhicule en apposant une carte PMR/CMI sur le pare-brise. Malgré cela, à votre retour, vous constatez que vous devez vous acquitter d'un FPS.
1.3	<input type="checkbox"/>	Paiement par voie dématérialisée non pris en compte	Vous avez normalement stationné votre véhicule en payant sur une application smartphone. Malgré cela, à votre retour, vous constatez qu'un FPS vous a été notifié.
1.4	<input type="checkbox"/>	Abonnement résident non pris en compte	Vous avez normalement stationné votre véhicule en ayant payé préalablement votre abonnement résident. Malgré cela, à votre retour, vous constatez qu'un FPS vous a été notifié.
1.5	<input type="checkbox"/>	Véhicule de service public non pris en considération	Vous avez normalement stationné votre véhicule appartenant à un service public. Malgré cela, vous constatez qu'un FPS vous a été notifié.
1.6	<input type="checkbox"/>	Véhicule vendu	Vous avez vendu votre véhicule. Malgré cela, vous avez reçu à votre domicile un avis de paiement de FPS.
1.7	<input type="checkbox"/>	Zone de stationnement non payante	Vous considérez que la place où était garé votre véhicule n'est pas une place payante.
1.8	<input type="checkbox"/>	Période de gratuité	Vous avez normalement stationné votre véhicule pendant une période de gratuité. Malgré cela, à votre retour, vous constatez qu'un FPS vous a été notifié.
1.9	<input type="checkbox"/>	Pas de signalisation mentionnant le stationnement payant.	Il n'y avait pas de panneau réglementant le stationnement payant à cet endroit, ni de marquage au sol.
2. Le demandeur allègue être de bonne foi (notamment en cas de destruction du véhicule)			
2.1	<input type="checkbox"/>	Erreur d'identification du véhicule	Si votre véhicule ne pouvait être présent à l'emplacement considéré à la date considérée, veuillez joindre à votre courrier les documents qui justifieront votre requête (facturettes de carte bleue, factures, billet...).
2.2	<input type="checkbox"/>	Dysfonctionnement du lecteur de carte bancaire de l'horodateur.	Le paiement sur l'horodateur par carte bancaire ne fonctionnait pas.
2.3	<input type="checkbox"/>	Dysfonctionnement du paiement par pièces sur l'horodateur.	Le paiement sur l'horodateur par pièces de monnaie ne fonctionnait pas.
2.4	<input type="checkbox"/>	Véhicule détruit	Votre véhicule a été détruit par un centre agréé VHU (Véhicule Hors d'Usage).
3. Le demandeur dit être victime d'une usurpation de ses plaques d'immatriculation ou d'un vol de son véhicule			
3.1	<input type="checkbox"/>	Véhicule volé	Votre véhicule a été volé.
3.2	<input type="checkbox"/>	Usurpation de plaques	Si vous recevez un avis de paiement de FPS localisé dans un endroit où vous ne pouviez être (dans une région que vous n'avez jamais visitée par exemple), il peut s'agir d'une usurpation de vos plaques d'immatriculation.
4. L'avis de paiement du FPS est erroné ou a été délivré avant l'heure de fin indiquée sur le précédent FPS			
4.1	<input type="checkbox"/>	Montant de FPS erroné	Vous contestez le montant du FPS.
4.2	<input type="checkbox"/>	FPS précédent non expiré	Vous avez stationné votre véhicule et vous avez reçu deux avis de paiement de FPS. Vous contestez le second car la fin de stationnement du premier avis n'était pas atteinte.

5. Autres cas			
5.1	<input type="checkbox"/>	L'adresse du lieu de stationnement est fautive ou imprécise.	Erreur sur le lieu de stationnement (le nom et le numéro de la rue doivent figurer dans la mesure du possible).
5.2	<input type="checkbox"/>	Une erreur sur le numéro d'immatriculation	L'avis de paiement du FPS comporte une erreur sur le numéro d'immatriculation de mon véhicule.
5.3	<input type="checkbox"/>	Une erreur sur la marque / le modèle	L'avis de paiement du FPS comporte une erreur sur la marque et/ou le modèle de mon véhicule.

Exposé sommaire des faits et des raisons de votre contestation

Ma contestation correspondant au cas coché dans le tableau précédent s'appuie sur les faits et les motifs exposés ci-après :

Fait le : / /

Signature du demandeur (ou de la personne habilitée) :

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par la Ville de Saint-Cloud pour le traitement des recours administratifs préalables obligatoires liés aux forfaits post-stationnement, sur le fondement d'une base légale en vertu de l'article 6.c du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. La Ville de Saint-Cloud est le responsable du traitement. Ces informations sont destinées au service Stationnement de la Ville de Saint-Cloud en charge des recours et sont conservées 3 ans.

La fourniture de vos données personnelles est nécessaire pour obtenir les prestations demandées, et ne revêt donc pas un caractère facultatif.

Conformément à la loi « informatique et libertés » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa version consolidée), vous pouvez exercer votre droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement, de portabilité, ou votre droit à la limitation du traitement en contactant notre Délégué à la protection des données, par courrier au 13, place Charles de Gaulle ou par courriel à dpo@saintcloud.fr. En cas de non satisfaction de votre demande, vous pouvez adresser une plainte auprès de la CNIL (Commission nationale informatique et libertés), sur son site Internet ou par courrier postal en écrivant à : CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.

Notice relative au formulaire de RAPO

Avertissement

L'acceptation du présent recours administratif préalable obligatoire dépend de la bonne rédaction et de la précision des indications et des pièces justificatives transmises. Assurez-vous de remplir tous les champs qui s'appliquent à votre situation et de fournir toutes les pièces requises par la réglementation indiquées en p.2 de la notice et complétées, le cas échéant, par tout document que vous estimez pertinent de joindre à votre demande. Toute fausse déclaration vous expose aux peines prévues par l'article 441-1 du code pénal.

Indications importantes à lire avant de compléter le tableau p.2 et p3 du formulaire

Veillez ne choisir qu'un seul motif dans le tableau p.2 et 3 du formulaire, sous peine d'irrecevabilité.

Si votre réclamation correspond à l'une des situations ci-dessous, veuillez lire attentivement la suite qui y sera réservée :

1. Vous n'avez pas vu la signalisation mentionnant que le stationnement était payant.

L'art. R 2333-120-2 du CGCT prévoit que les emplacements payants font l'objet d'une signalisation par panneaux ou marquage au sol ou les deux à la fois. La signalisation par panneaux en place est une signalisation à validité zonale conformément au code de la route. L'utilisation de ce type de signalisation a pour conséquence qu'un panneau indiquant un début de zone payante n'a pas d'effet limité à une rue mais à toute la zone délimitée par un panneau de début de zone et un panneau de fin de zone payante. La signalisation au sol étant réalisée par un marquage régulier de l'inscription du mot « payant ».

2. Vous n'étiez pas en mesure d'alimenter l'horodateur par carte bancaire ou pièces de monnaie.

Le paiement par carte bancaire n'est qu'un des modes de paiement possible. En cas de défectuosité, vous pouvez toujours vous acquitter de votre stationnement par un autre moyen de paiement ou vous rendre à l'horodateur le plus proche. En outre, en cas de paiement par pièces il appartient à l'utilisateur de faire l'appoint. (art. L. 112-5 du code monétaire).

3. Vous avez tenté de retirer un ticket à l'horodateur et celui-ci ne fonctionne pas.

Dans ce cas, vous êtes tenus de vous rendre à l'horodateur le plus proche en état de fonctionnement.

4. L'appareil vous ayant délivré le justificatif de paiement n'a pas été contrôlé par un organisme certifié.

Aucune réglementation ne prévoit que les horodateurs doivent être soumis à un contrôle sur les appareils de mesure.

5. Vous avez correctement apposé un justificatif du paiement immédiatement valide (ou carte de stationnement pour personnes handicapées, ...) dans votre véhicule, mais celui-ci n'a pas été pris en compte lors du contrôle.

Comme cela est indiqué sur le justificatif du paiement immédiat qui vous est délivré, il vous incombe de le placer à l'avant du véhicule de façon bien visible de l'extérieur (art. R 417-3-1 du code de la route). Par ailleurs, les mentions portées sur l'avis de paiement du forfait de post-stationnement par l'agent assermenté font foi jusqu'à preuve du contraire (art. L 2333-87 du CGCT). Dès lors, la transmission d'un justificatif de paiement valide ou accordant le bénéfice d'une gratuité permanente ne constitue pas une preuve suffisante de votre bonne foi, tout comme l'attestation sur l'honneur d'un des passagers du véhicule. En revanche, la transmission d'un justificatif de paiement valide sur lequel figure l'immatriculation du véhicule concerné ou toute attestation contraire établie par un officier ministériel sont notamment recevables dans le cadre du présent recours.

6. Vous avez correctement transmis par voie dématérialisée un justificatif du paiement immédiat valide mais celui-ci n'a pas été pris en compte lors du contrôle.

Les mentions portées sur l'avis de paiement du forfait de post-stationnement par l'agent assermenté font foi jusqu'à preuve du contraire (art. L 2333-87 du CGCT). La transmission de votre relevé de compte bancaire ne constitue pas une preuve suffisante de votre bonne foi. Seul le relevé de suivi des paiements fourni par l'opérateur en charge de l'acquittement dématérialisé du stationnement est retenu.

7. Vous n'êtes pas d'accord avec le montant de la déduction qui a été faite car ce n'est pas le bon justificatif de paiement qui a été retenu lors du contrôle.

Trois hypothèses :

- a. Le justificatif en cause n'était pas correctement apposé dans le véhicule ou n'avait pas été correctement transmis par voie dématérialisée.
- b. Vous avez correctement ou transmis par voie dématérialisée un ou plusieurs justificatifs de paiement avant celui qui a été retenu en déduction. Seul le dernier ticket le plus proche de l'heure du contrôle est pris en compte (art. R 2333-120-5 du CGCT).
- c. Vous avez correctement apposé ou transmis par voie dématérialisée un justificatif de paiement, mais l'heure de début et l'heure de fin du stationnement sont expirées. La durée maximale de stationnement payant admise est expirée à l'heure du contrôle (art. R 2333-120-5 du CGCT).

Liste des pièces justificatives jointes

Pièces obligatoires à joindre sous peine d'irrecevabilité :

- Copie de l'avis de paiement du FPS contesté
- Copie du certificat d'immatriculation du véhicule objet de l'avis de paiement contesté

Pièces jointes à l'appui du cas de contestation coché dans le tableau p.2 et p.3 du formulaire :

- Copie de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules (uniquement si le cas 1.6 du tableau a été coché)
- Sauf représentation par un avocat, copie de l'acte d'habilitation (sur papier libre ou tout autre document donnant explicitement mandat) de la personne désignée par le demandeur dans le formulaire.
- Toute autre pièce justificative permettant de traiter le recours

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par la Ville de Saint-Cloud pour le traitement des recours administratifs préalables obligatoires liés aux forfaits post-stationnement, sur le fondement d'une base légale en vertu de l'article 6.c du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

La Ville de Saint-Cloud est le responsable du traitement. Ces informations sont destinées au service Stationnement de la Ville de Saint-Cloud en charge des recours et sont conservées 3 ans.

La fourniture de vos données personnelles est nécessaire pour obtenir les prestations demandées, et ne revêt donc pas un caractère facultatif.

Conformément à la loi « informatique et libertés » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa version consolidée), vous pouvez exercer votre droit d'accès, d'opposition, de rectification, d'effacement, de portabilité, ou votre droit à la limitation du traitement en contactant notre Délégué à la protection des données, par courrier au 13, place Charles de Gaulle ou par courriel à dpo@saintcloud.fr. En cas de non satisfaction de votre demande, vous pouvez adresser une plainte auprès de la CNIL (Commission nationale informatique et libertés), sur son site Internet ou par courrier postal en écrivant à : CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07.